



Strasbourg, le 21 mai 2007

CDL-JU (2007)010*
Or. angl./fr.

COMMISSION EUROPÉENNE POUR LA DÉMOCRATIE PAR LE DROIT
(COMMISSION DE VENISE)

PROPOSITIONS DU SECRETARIAT POUR LA
VERSION 19
DU THÉSAURUS SYSTÉMATIQUE

**Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Sauf si la Commission de Venise en décidait autrement, il sera déclassifié un an après sa publication en application des règles établies dans la Résolution CM/Res(2001)6 sur l'accès aux documents du Conseil de l'Europe.*

Ce document ne sera pas distribué en réunion. Prière de vous munir de cet exemplaire.
www.venice.coe.int

1 JUSTICE CONSTITUTIONNELLE¹

- 1.1 Juridiction constitutionnelle²
 - 1.1.1 Statut et organisation
 - 1.1.1.1 Sources
 - 1.1.1.1.1 Constitution
 - 1.1.1.1.2 Loi organique
 - 1.1.1.1.3 Loi
 - 1.1.1.1.4 Règlement émanant du pouvoir exécutif
 - 1.1.1.1.5 Acte émanant de la juridiction³
 - 1.1.1.2 Autonomie
 - 1.1.1.2.1 Autonomie statutaire
 - 1.1.1.2.2 Autonomie administrative
 - 1.1.1.2.3 Autonomie financière
 - 1.1.2 Composition, recrutement et structure
 - 1.1.2.1 Qualifications requises⁴
 - 1.1.2.2 Nombre de membres
 - 1.1.2.3 Autorités de nomination
 - 1.1.2.4 Désignation des membres⁵
 - 1.1.2.5 Désignation du président⁶
 - 1.1.2.6 Fonctions du président / vice-président
 - 1.1.2.7 Division en chambres ou en sections
 - 1.1.2.8 Hiérarchie parmi les membres⁷
 - 1.1.2.9 Organes d'instruction⁸
 - 1.1.2.10 Personnel⁹
 - 1.1.2.10.1 Fonctions du secrétaire général / greffier
 - 1.1.2.10.2 Référendaires
 - 1.1.3 Statut des membres de la juridiction
 - 1.1.3.1 Durée du mandat des membres
 - 1.1.3.2 Durée du mandat du président
 - 1.1.3.3 Privilèges et immunités
 - 1.1.3.4 Incompatibilités
 - 1.1.3.5 Statut disciplinaire
 - 1.1.3.6 Statut pécuniaire
 - 1.1.3.7 Suspension des fonctions autre que disciplinaire
 - 1.1.3.8 Fin des fonctions
 - 1.1.3.9 Membres à statut particulier¹⁰
 - 1.1.3.10 Statut du personnel¹¹
 - 1.1.4 Rapports avec les autres institutions
 - 1.1.4.1 Chef de l'État¹²

¹ Ce chapitre – comme le Thésaurus systématique en général – doit être utilisé de façon restrictive. Les mots-clés, qui y figurent, doivent être introduits uniquement si une question pertinente se pose. Ce chapitre ne sert donc pas à établir des statistiques, mais le lecteur du Bulletin ou l'utilisateur de la base CODICES doit y retrouver uniquement des décisions **où dont le sujet est également** le thème du mot-clé ~~est traité dans la substance~~.

² Cour constitutionnelle ou instance équivalente (tribunal ou conseil constitutionnel, cour suprême, etc.).

³ Par exemple, règlement intérieur.

⁴ Par exemple, âge, diplômes, expérience, ancienneté, moralité, citoyenneté.

⁵ Y compris les conditions et les modalités de cette désignation (élection, nomination, etc.).

⁶ Y compris les conditions et les modalités de cette désignation (élection, nomination, etc.).

⁷ Vice-présidents, présidents de chambre, de section, etc.

⁸ Ministère public, auditorat, parquet, etc.

⁹ Greffiers (adjoints), secrétaires généraux, référendaires, assistants, service d'étude, etc.

¹⁰ Par exemple, assesseurs, membres de droit.

¹¹ Greffiers (adjoints), secrétaires généraux, référendaires, assistants, service d'étude, etc.

- 1.1.4.2 Organes législatifs
- 1.1.4.3 Organes exécutifs
- 1.1.4.4 Juridictions

1.2 Saisine

- 1.2.1 Demande émanant d'une personne publique
 - 1.2.1.1 Chef de l'État
 - 1.2.1.2 Organes législatifs
 - 1.2.1.3 Organes exécutifs
 - 1.2.1.4 Organes d'autorités fédérées ou régionales
 - 1.2.1.5 Organes de la décentralisation par service
 - 1.2.1.6 Organe d'autonomie locale
 - 1.2.1.7 Procureur ou avocat général
 - 1.2.1.8 Médiateur
 - 1.2.1.9 États membres de l'Union européenne
 - 1.2.1.10 Institutions de l'Union européenne
 - 1.2.1.11 Autorités religieuses
- 1.2.2 Demande émanant d'une personne ou de groupements privés
 - 1.2.2.1 Personne physique
 - 1.2.2.2 Personne morale à but non lucratif
 - 1.2.2.3 Personne morale à but lucratif
 - 1.2.2.4 Partis politiques
 - 1.2.2.5 Syndicats
- 1.2.3 Saisine émanant d'une juridiction¹³
- 1.2.4 Autosaisine
- 1.2.5 Contrôle obligatoire¹⁴

1.3 Compétences

- 1.3.1 Étendue du contrôle
 - 1.3.1.1 Extension du contrôle¹⁵
- 1.3.2 Types de contrôle
 - 1.3.2.1 Contrôle *a priori* / *a posteriori*
 - 1.3.2.2 Contrôle abstrait / concret
- 1.3.3 Compétences consultatives
- 1.3.4 Types de contentieux
 - 1.3.4.1 Contentieux des libertés et droits fondamentaux
 - 1.3.4.2 Répartition des compétences entre les organes ou les pouvoirs de l'État¹⁶
 - 1.3.4.3 Répartition des compétences entre l'État et les entités fédérées ou régionales¹⁷
 - 1.3.4.4 Compétences des autorités locales¹⁸
 - 1.3.4.5 Contentieux électoral
 - ~~1.3.4.5.1 Élections présidentielles~~
 - ~~1.3.4.5.2 Élections législatives~~
 - ~~1.3.4.5.3 Élections régionales~~
 - ~~1.3.4.5.4 Élections locales~~
 - ~~1.3.4.5.5 Élections professionnelles~~
 - ~~1.3.4.5.6 Référendums et consultations populaires¹⁹~~
 - 1.3.4.6 ~~Admissibilité~~ **Litigation à l'encontre** des référendums et des consultations

¹² Y compris les questions de l'exercice intérimaire des fonctions du Chef d'État.

¹³ Notamment les questions préjudicielles.

¹⁴ Acte dont le contrôle constitutionnel est légalement exigé.

¹⁵ Contrôle *ultra petita*, saisine d'office.

¹⁶ Répartition horizontale des compétences.

¹⁷ Répartition verticale des compétences, principalement dans le cadre des États à structure fédéralisée ou régionalisée.

¹⁸ Autorités décentralisées (communes, municipalités, provinces, etc).

¹⁹ Ce mot-clé concerne les questions de compétences relatives à la procédure et aux résultats des référendums et des consultations populaires. Pour des questions autre que de compétences, voir 4.9.2.1.

- populaires²⁰
- 1.3.4.6.1 **Admissibilité Référendum abrogatif**
- 1.3.4.7 Contentieux répressif
 - 1.3.4.7.1 Interdiction des partis politiques
 - 1.3.4.7.2 Déchéance des droits civiques
 - 1.3.4.7.3 Déchéance des parlementaires
 - 1.3.4.7.4 *Impeachment*
- 1.3.4.8 Contentieux des conflits de juridiction
- 1.3.4.9 Contentieux de la régularité formelle des textes normatifs²¹
- 1.3.4.10 Contentieux de constitutionnalité matérielle des textes normatifs
 - 1.3.4.10.1 Limites de la compétence législative
- 1.3.4.11 Contentieux de la révision constitutionnelle
- 1.3.4.12 Conflits de lois²²
- 1.3.4.13 Interprétation universellement contraignante des lois
- 1.3.4.14 Répartition des compétences entre la Communauté et les États membres
- 1.3.4.15 Répartition des compétences entre les institutions de la Communauté
- 1.3.5 Objet du contrôle
 - 1.3.5.1 Traités internationaux
 - 1.3.5.2 Droit des Communautés européennes
 - 1.3.5.2.1 Droit primaire
 - 1.3.5.2.2 Droit dérivé
 - 1.3.5.3 Constitution²³
 - 1.3.5.4 Lois à valeur quasi-constitutionnelle²⁴
 - 1.3.5.5 Lois et autres normes à valeur législative
 - 1.3.5.5.1 Lois et autres normes en vigueur avant l'entrée en vigueur de la Constitution
 - 1.3.5.6 Décrets du chef de l'État
 - 1.3.5.7 Règlements à valeur quasi-législative
 - 1.3.5.8 Normes d'entités fédérées ou régionales
 - 1.3.5.9 Règlements d'assemblées parlementaires
 - 1.3.5.10 Règlements de l'exécutif
 - 1.3.5.11 Actes d'autorités décentralisées
 - 1.3.5.11.1 Décentralisation territoriale²⁵
 - 1.3.5.11.2 Décentralisation par services²⁶
 - 1.3.5.12 Décisions juridictionnelles
 - 1.3.5.13 Actes administratifs individuels
 - 1.3.5.14 Actes de gouvernement²⁷
 - 1.3.5.15 Carence d'acte du législateur ou de l'administration²⁸
- 1.4 Procédure
 - 1.4.1 Caractères généraux²⁹
 - 1.4.2 Procédure sommaire
 - 1.4.3 Délai d'introduction de l'affaire
 - 1.4.3.1 Délai de droit commun

²⁰ Ce mot-clé concerne les décisions précédant le référendum, notamment son admissibilité.

²¹ Examen des vices de procédure et de forme des lois, des règlements, notamment quant à la composition des assemblées, la régularité des votes, la compétence des autorités auteurs du règlement, etc. (les problèmes de répartition des compétences entre l'État et les entités fédérées ou régionales font l'objet du mot-clé 1.3.4.3).

²² Au sens du droit international privé.

²³ Y compris les lois constitutionnelles.

²⁴ Par exemple, des lois organiques.

²⁵ Pouvoirs locaux, communes, municipalités, provinces, départements, etc.

²⁶ Ou décentralisation fonctionnelle (organismes publics à compétence déléguée).

²⁷ «*Political questions*».

²⁸ Inconstitutionnalité par omission.

²⁹ Y compris des questions de langue relatives à la procédure, aux délibérés, aux décisions, etc.

- 1.4.3.2 Délais exceptionnels
- 1.4.3.3 Réouverture du délai
- 1.4.4 Épuisement des voies de recours
- 1.4.5 Acte introductif
 - 1.4.5.1 Décision d'agir³⁰
 - 1.4.5.2 Signature
 - 1.4.5.3 Forme
 - 1.4.5.4 Annexes
 - 1.4.5.5 Notification
- 1.4.6 Moyens
 - 1.4.6.1 Délais
 - 1.4.6.2 Forme
 - 1.4.6.3 Moyens d'office
- 1.4.7 Pièces émanant des parties³¹
 - 1.4.7.1 Délais
 - 1.4.7.2 Décision de déposer la pièce
 - 1.4.7.3 Signature
 - 1.4.7.4 Forme
 - 1.4.7.5 Annexes
 - 1.4.7.6 Notification
- 1.4.8 Instruction de l'affaire
 - 1.4.8.1 Enregistrement
 - 1.4.8.2 Notifications et publications
 - 1.4.8.3 Délais
 - 1.4.8.4 Procédure préliminaire
 - 1.4.8.5 Avis
 - 1.4.8.6 Rapports
 - 1.4.8.7 Preuves
 - 1.4.8.7.1 Mesures d'instruction
 - 1.4.8.8 Décision constatant la fin de l'instruction
- 1.4.9 Parties
 - 1.4.9.1 Qualité pour agir³²
 - 1.4.9.2 Intérêt
 - 1.4.9.3 Représentation
 - 1.4.9.3.1 Barreau
 - 1.4.9.3.2 Mandataire juridique extérieur au barreau
 - 1.4.9.3.3 Mandataire non avocat et non juriste
 - 1.4.9.4 Intervenants
- 1.4.10 Incidents de procédure
 - 1.4.10.1 Intervention
 - 1.4.10.2 Inscription de faux
 - 1.4.10.3 Reprise d'instance
 - 1.4.10.4 Désistement³³
 - 1.4.10.5 Connexité
 - 1.4.10.6 Récusation
 - 1.4.10.6.1 Récusation d'office
 - 1.4.10.6.2 Récusation à la demande d'une partie
 - 1.4.10.7 Question préjudicielle à la Cour de Justice des Communautés européennes
- 1.4.11 Audience

³⁰ Pour les désistements, voir également 1.4.10.4.

³¹ Mémoires, conclusions, notes, etc.

³² Peut être utilisé en combinaison avec le chapitre 1.2 Saisine.

³³ Pour le retrait de la décision d'agir, voir également 1.4.5.

-
- 1.4.11.1 Composition de la formation de jugement
 - 1.4.11.2 Déroulement
 - 1.4.11.3 Publicité / huis clos
 - 1.4.11.4 Rapport
 - 1.4.11.5 Avis
 - 1.4.11.6 Exposés oraux des parties
 - 1.4.12 Procédures particulières
 - 1.4.13 Réouverture des débats
 - 1.4.14 Frais de procédure³⁴
 - 1.4.14.1 Exonération des frais de justice
 - 1.4.14.2 Aide ou assistance judiciaire
 - 1.4.14.3 Dépens des parties
 - 1.5 Décisions
 - 1.5.1 Délibéré
 - 1.5.1.1 Composition de la formation de jugement
 - 1.5.1.2 Présidence
 - 1.5.1.3 Mode de délibéré
 - 1.5.1.3.1 Quorum des présences
 - 1.5.1.3.2 Votes
 - 1.5.2 Motivation
 - 1.5.3 Forme
 - 1.5.4 Types
 - 1.5.4.1 Décisions de procédure
 - 1.5.4.2 Avis
 - 1.5.4.3 Constatation de constitutionnalité ou d'inconstitutionnalité³⁵
 - 1.5.4.4 Annulation
 - 1.5.4.4.1 Annulation par voie de conséquence
 - 1.5.4.5 Suspension
 - 1.5.4.6 Révision
 - 1.5.4.7 Mesures provisoires
 - 1.5.5 Opinions individuelles des membres
 - 1.5.5.1 Opinions convergentes
 - 1.5.5.2 Opinions dissidentes
 - 1.5.6 Prononcé et publicité
 - 1.5.6.1 Prononcé
 - 1.5.6.2 Délai
 - 1.5.6.3 Publication
 - 1.5.6.3.1 Publication au journal officiel
 - 1.5.6.3.2 Publication dans un recueil officiel
 - 1.5.6.3.3 Publications privées
 - 1.5.6.4 Presse
 - 1.6 Effets des décisions
 - 1.6.1 Portée
 - 1.6.2 Fixation des effets par la juridiction
 - 1.6.3 Effet absolu
 - 1.6.3.1 Règle du précédent
 - 1.6.4 Effet relatif
 - 1.6.5 Effets dans le temps
 - 1.6.5.1 Entrée en vigueur de la décision
 - 1.6.5.2 Effet rétroactif (*ex tunc*)

³⁴ Comprend frais de justice, dépenses, droits de timbres et avance des frais.

³⁵ Pour l'interprétation sous réserve, voir 2.3.2.

- 1.6.5.3 Limitation à l'effet rétroactif
- 1.6.5.4 Effet *ex nunc*
- 1.6.5.5 Report de l'effet dans le temps
- 1.6.6 Exécution
 - 1.6.6.1 Organe chargé de veiller à l'exécution de la décision
 - 1.6.6.2 Astreinte
- 1.6.7 Influence sur les organes de l'État
- 1.6.8 Influence sur la vie des citoyens
- 1.6.9 Incidence sur d'autres procédures juridictionnelles
 - 1.6.9.1 Incidence sur des procès en cours
 - 1.6.9.2 Incidence sur des procès terminés

2 SOURCES

2.1 Catégories³⁶

2.1.1 Règles écrites

- 2.1.1.1 Règles nationales
 - 2.1.1.1.1 Constitution
 - 2.1.1.1.2 Lois et normes à valeur quasi-constitutionnelle³⁷
- 2.1.1.2 Règles nationales d'autres pays
- 2.1.1.3 Droit communautaire
- 2.1.1.4 Instruments internationaux
 - 2.1.1.4.1 Charte des Nations Unies de 1945
 - 2.1.1.4.2 Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948
 - 2.1.1.4.3 Conventions de Genève de 1949
 - 2.1.1.4.4 Convention européenne des Droits de l'Homme de 1950³⁸
 - 2.1.1.4.5 Convention relative au statut des réfugiés de 1951
 - 2.1.1.4.6 Charte sociale européenne de 1961
 - 2.1.1.4.7 Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale de 1965
 - 2.1.1.4.8 Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966
 - 2.1.1.4.9 Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966
 - 2.1.1.4.10 Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969
 - 2.1.1.4.11 Convention américaine relative aux droits de l'homme de 1969
 - 2.1.1.4.12 Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de 1979
 - 2.1.1.4.13 Charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981
 - 2.1.1.4.14 Charte européenne de l'autonomie locale de 1985
 - 2.1.1.4.15 Convention relative aux droits de l'enfant de 1989
 - 2.1.1.4.16 Convention-cadre pour la protection des minorités nationales de 1995
 - 2.1.1.4.17 Statut de la Cour pénale internationale de 1998
 - 2.1.1.4.18 Charte Européenne des droits fondamentaux de 2000
 - 2.1.1.4.19 Conventions internationales régissant les relations diplomatiques et consulaires

2.1.2 Règles non écrites

- 2.1.2.1 Coutume constitutionnelle

³⁶ Réserve uniquement aux questions d'applicabilité et non d'application.

³⁷ Ce mot-clé permet d'inclure les normes et principes d'un «bloc de constitutionnalité» élargi par rapport à la seule constitution (Déclarations de droits, Chartes fondamentales, etc).

³⁸ Y inclus ses protocoles.

- 2.1.2.2 Principes généraux du droit
- 2.1.2.3 Droit naturel
- 2.1.3 Jurisprudence
 - 2.1.3.1 Jurisprudence interne
 - 2.1.3.2 Jurisprudence internationale
 - 2.1.3.2.1 Cour européenne des Droits de l'Homme
 - 2.1.3.2.2 Cour de Justice des Communautés européennes
 - 2.1.3.2.3 Autres instances internationales
 - 2.1.3.3 Jurisprudence étrangère
- 2.2 Hiérarchie
 - 2.2.1 Hiérarchie entre sources nationales et non nationales
 - 2.2.1.1 Traités et Constitutions
 - 2.2.1.2 Traités et actes législatifs
 - 2.2.1.3 Traités et autres actes de droit interne
 - 2.2.1.4 Convention européenne des Droits de l'Homme et Constitutions
 - 2.2.1.5 Convention européenne des Droits de l'Homme et actes de droit interne non constitutionnels
 - 2.2.1.6 Droit communautaire et droit national
 - 2.2.1.6.1 Droit communautaire primaire et Constitutions
 - 2.2.1.6.2 Droit communautaire primaire et actes de droit interne non constitutionnels
 - 2.2.1.6.3 Droit communautaire dérivé et Constitutions
 - 2.2.1.6.4 Droit communautaire dérivé et actes de droit interne non constitutionnels
 - 2.2.2 Hiérarchie entre sources nationales
 - 2.2.2.1 Hiérarchie au sein de la Constitution
 - 2.2.2.1.1 Hiérarchie au sein des droits et libertés
 - 2.2.2.2 Constitution et autres sources de droit interne
 - 2.2.3 Hiérarchie entre sources communautaires
- 2.3 Techniques de contrôle
 - 2.3.1 Technique de l'erreur manifeste d'appréciation
 - 2.3.2 Technique de la conformité ou interprétation sous réserve³⁹
 - 2.3.3 Intention de l'auteur de la norme contrôlée
 - 2.3.4 Interprétation analogique
 - 2.3.5 Interprétation logique
 - 2.3.6 Interprétation historique
 - 2.3.7 Interprétation littérale
 - 2.3.8 Interprétation systématique
 - 2.3.9 Interprétation téléologique

3 PRINCIPES GENERAUX

- 3.1 Souveraineté
- 3.2 République/Monarchie
- 3.3 Démocratie
 - 3.3.1 Démocratie représentative
 - 3.3.2 Démocratie directe
 - 3.3.3 Démocratie pluraliste⁴⁰

³⁹ Présomption de constitutionnalité, interprétation neutralisante, interprétation conforme.

⁴⁰ Y compris le principe du multipartisme.

-
- 3.4 Séparation des pouvoirs
 - 3.5 État social⁴¹
 - 3.6 Structure de l'État⁴²
 - 3.6.1 État unitaire
 - 3.6.2 État reconnaissant des autonomies régionales
 - 3.6.3 État fédéral
 - 3.7 Relations entre l'État et les institutions religieuses et philosophiques⁴³
 - 3.8 Principes territoriaux
 - 3.8.1 Indivisibilité du territoire
 - 3.9 État de droit
 - 3.10 Sécurité juridique⁴⁴
 - 3.11 Droits acquis
 - 3.12 Clarté et précision de la norme
 - 3.13 Légalité⁴⁵
 - 3.14 *Nullum crimen, nulla poena sine lege*⁴⁶
 - 3.15 Publicité des textes législatifs et réglementaires
 - 3.15.1 Nul n'est censé ignorer la loi
 - 3.15.2 Aspects linguistiques
 - 3.16 Proportionnalité
 - 3.17 Mise en balance des intérêts
 - 3.18 Intérêt général⁴⁷
 - 3.19 Marge d'appréciation
 - 3.20 Raisonnabilité
 - 3.21 Égalité⁴⁸
 - 3.22 Interdiction de l'arbitraire
 - 3.23 Équité
 - 3.24 Loyauté à l'État⁴⁹
 - 3.25 Économie de marché⁵⁰
 - 3.26 Principes du droit communautaire
 - 3.26.1 Principes fondamentaux du Marché commun
 - 3.26.2 Effet direct⁵¹
 - 3.26.3 Coopération loyale entre les institutions et les États membres

⁴¹ Y compris le principe de la justice sociale.

⁴² Voir aussi 4.8.

⁴³ Séparation de l'Église et de l'État, subventionnement et reconnaissance des cultes, laïcité, etc.

⁴⁴ Y compris protection de la confiance et attentes légitimes.

⁴⁵ Principe selon lequel les actes infra-législatifs sont obligatoirement fondés sur et conformes à la loi.

⁴⁶ Légalité des délits et des peines.

⁴⁷ Y compris utilité publique.

⁴⁸ Seulement dans les cas où ce principe n'est pas appliqué en tant que droit fondamental (Par exemple, entre autorités de l'Etat, municipalités, etc.).

⁴⁹ Y compris les questions de haute trahison.

⁵⁰ Y compris la prohibition des monopoles.

⁵¹ Pour le principe de la primauté du droit communautaire, voir 2.2.1.6.

4 INSTITUTIONS

- 4.1 Constituant⁵²
 - 4.1.1 Procédure
 - 4.1.2 Limites des pouvoirs
- 4.2 Symboles d'État
 - 4.2.1 Drapeau
 - 4.2.2 Fête nationale
 - 4.2.3 Hymne national
 - 4.2.4 Emblème
 - 4.2.5 Devise
 - 4.2.6 Capitale
- 4.3 Langues
 - 4.3.1 Langue(s) officielle(s)
 - 4.3.2 Langue(s) nationale(s)
 - 4.3.3 Langue(s) régionale(s)
 - 4.3.4 Langue(s) minoritaire(s)
- 4.4 Chef de l'État
 - 4.4.1 Pouvoirs
 - 4.4.1.1 Relations avec les organes législatifs⁵³
 - 4.4.1.2 Relations avec les organes exécutifs⁵⁴
 - 4.4.1.3 Relations avec les organes juridictionnels⁵⁵
 - 4.4.1.4 Promulgation des lois
 - 4.4.1.5 Relations internationales
 - 4.4.1.6 Pouvoirs relatifs aux forces armées
 - 4.4.1.7 Médiation ou régulation
 - 4.4.2 Désignation
 - 4.4.2.1 Qualifications requises
 - 4.4.2.2 Incompatibilités
 - 4.4.2.3 Election directe
 - 4.4.2.4 Élection indirecte
 - 4.4.2.5 Succession héréditaire
 - 4.4.3 Mandat
 - 4.4.3.1 Entrée en fonctions
 - 4.4.3.2 Durée du mandat
 - 4.4.3.3 Incapacité
 - 4.4.3.4 Fin du mandat
 - 4.4.3.5 Restriction du nombre de mandats
 - 4.4.4 Statut
 - 4.4.4.1 Responsabilité
 - 4.4.4.1.1 Responsabilité juridique
 - 4.4.4.1.1.1 Immunité
 - 4.4.4.1.1.2 Responsabilité civile
 - 4.4.4.1.1.3 Responsabilité pénale
 - 4.4.4.1.2 Responsabilité politique
- 4.5 Organes législatifs⁵⁶

⁵² Y compris l'organe responsable de la révision ou de l'amendement de la Constitution.

⁵³ Par exemple, message présidentiel, demande de rediscussion de la loi, droit de veto législatif, dissolution.

⁵⁴ Par exemple, désignation des membres du gouvernement, présidence du Conseil des ministres, contreséing.

⁵⁵ Par exemple, grâce.

⁵⁶ Pour des autorités régionales et locales, voir chapitre 4.8.

- 4.5.1 Structure⁵⁷
 - 4.5.2 Compétences⁵⁸
 - 4.5.2.1 Compétences liées aux traités internationaux
 - 4.5.2.2 Pouvoir d'investigation⁵⁹
 - 4.5.2.3 Délégation à un autre organe législatif⁶⁰
 - 4.5.2.4 Incompétence négative⁶¹
 - 4.5.3 Composition
 - 4.5.3.1 Élections
 - 4.5.3.2 Nomination
 - 4.5.3.3 Mandat de l'organe législatif
 - 4.5.3.3.1 Durée
 - 4.5.3.4 Mandat des membres
 - 4.5.3.4.1 Caractéristiques⁶²
 - 4.5.3.4.2 Durée
 - 4.5.3.4.3 Fin
 - 4.5.4 Organisation⁶³
 - 4.5.4.1 Règlement interne
 - 4.5.4.2 Président
 - 4.5.4.3 Sessions⁶⁴
 - 4.5.4.4 Commissions⁶⁵
 - 4.5.5 Financement⁶⁶
 - 4.5.6 Procédure d'élaboration des lois⁶⁷
 - 4.5.6.1 Initiative des lois
 - 4.5.6.2 Quorum
 - 4.5.6.3 Majorité requise
 - 4.5.6.4 Droit d'amendement
 - 4.5.6.5 Relations entre les chambres
 - 4.5.7 Relations avec les organes exécutifs
 - 4.5.7.1 Questions au gouvernement
 - 4.5.7.2 Question de confiance
 - 4.5.7.3 Motion de censure
 - 4.5.8 Relations avec organes juridictionnels
 - 4.5.9 Responsabilité
 - 4.5.10 Partis politiques
 - 4.5.10.1 Création
 - 4.5.10.2 Financement
 - 4.5.10.3 Rôle
 - 4.5.10.4 Interdiction
 - 4.5.11 Statut des membres des organes législatifs⁶⁸
- 4.6 Organes exécutifs⁶⁹

⁵⁷ Bicaméralisme, monocamérisme, spécialisation d'une assemblée, etc.

⁵⁸ Y compris les compétences spécialisées de chaque organe législatif et les compétences réservées au législateur.

⁵⁹ Notamment commissions d'enquête.

⁶⁰ Pour la délégation des pouvoirs à un organe exécutif, voir mot-clé 4.6.3.2.

⁶¹ Obligation du législateur d'aller au bout de ses compétences.

⁶² Mandat représentatif/impératif.

⁶³ Présidence de l'assemblée, bureau, sections, commissions, etc.

⁶⁴ Y compris les questions de convocation, durée, publicité et ordre du jour.

⁶⁵ Notamment les questions de création, composition et mandat des commissions.

⁶⁶ Dotation, autres sources, etc.

⁶⁷ Pour la publication des lois, voir 3.15.

⁶⁸ Notamment les incompatibilités survenant en cours de mandat, les immunités parlementaires, les éventuels privilèges de juridiction, etc. Pour les questions d'inéligibilité, voir mot-clé 4.9.5.

⁶⁹ Pour les pouvoirs locaux, voir 4.8.

-
- 4.6.1 Hiérarchie
 - 4.6.2 Compétences
 - 4.6.3 Exécution des lois
 - 4.6.3.1 Compétence normative autonome⁷⁰
 - 4.6.3.2 Compétence normative déléguée
 - 4.6.4 Composition
 - 4.6.4.1 Nomination des membres
 - 4.6.4.2 Élection des membres
 - 4.6.4.3 Fin des fonctions
 - 4.6.4.4 Statut des membres des organes exécutifs
 - 4.6.5 Organisation
 - 4.6.6 Relations avec les organes juridictionnels
 - 4.6.7 Déconcentration⁷¹
 - 4.6.8 Décentralisation par service⁷²
 - 4.6.8.1 Universités
 - 4.6.9 Fonction publique⁷³
 - 4.6.9.1 Conditions d'accès à la fonction publique
 - 4.6.9.2 Motifs d'exclusion
 - 4.6.9.2.1 Lustration⁷⁴
 - 4.6.9.3 Rémunération
 - 4.6.9.4 Responsabilité personnelle
 - 4.6.9.5 Statut syndical
 - 4.6.10 Responsabilité
 - 4.6.10.1 Responsabilité juridique
 - 4.6.10.1.1 Immunité
 - 4.6.10.1.2 Responsabilité civile
 - 4.6.10.1.3 Responsabilité pénale
 - 4.6.10.2 Responsabilité politique
- 4.7 Organes juridictionnels⁷⁵
- 4.7.1 Compétences
 - 4.7.1.1 Compétence exclusive
 - 4.7.1.2 Compétence universelle
 - 4.7.1.3 Conflits de juridiction⁷⁶
 - 4.7.2 Procédure
 - 4.7.3 Décisions
 - 4.7.4 Organisation
 - 4.7.4.1 Membres
 - 4.7.4.1.1 Qualifications
 - 4.7.4.1.2 Nomination
 - 4.7.4.1.3 Élection
 - 4.7.4.1.4 Durée du mandat
 - 4.7.4.1.5 Fin des fonctions
 - 4.7.4.1.6 Statut
 - 4.7.4.1.6.1 Incompatibilités
 - 4.7.4.1.6.2 Discipline

⁷⁰ Dérivée directement de la Constitution.

⁷¹ Voir aussi 4.8.

⁷² Octroi de compétences administratives à des personnes morales de droit public dotées d'une structure organisationnelle indépendante de l'autorité publique, mais contrôlées par elle. Pour d'autres organes exerçant des compétences administratives, voir aussi les mots-clés 4.6.7 et 4.13.

⁷³ Fonctionnaires, agents administratifs, etc.

⁷⁴ Pratiques tendant à retirer de la fonction publique des fonctionnaires compromis par un régime totalitaire.

⁷⁵ Autre que l'organe ayant rendu l'arrêt résumé ici.

⁷⁶ Conflits positifs et négatifs.

- 4.7.4.1.6.3 Inamovibilité
 - 4.7.4.2 Auxiliaires de la justice
 - 4.7.4.3 Ministère public⁷⁷
 - 4.7.4.3.1 Compétences
 - 4.7.4.3.2 Nomination
 - 4.7.4.3.3 Élection
 - 4.7.4.3.4 Durée du mandat
 - 4.7.4.3.5 Fin des fonctions
 - 4.7.4.3.6 Statut
 - 4.7.4.4 Langues
 - 4.7.4.5 Greffe
 - 4.7.4.6 Budget
 - 4.7.5 Conseil supérieur de la magistrature ou organe équivalent⁷⁸
 - 4.7.6 Relations avec les juridictions internationales
 - 4.7.7 Juridiction suprême
 - 4.7.8 Juridictions judiciaires
 - 4.7.8.1 Juridictions civiles
 - 4.7.8.2 Juridictions pénales
 - 4.7.9 Juridictions administratives
 - 4.7.10 Juridictions financières⁷⁹
 - 4.7.11 Juridictions militaires
 - 4.7.12 Juridictions d'exception
 - 4.7.13 Autres juridictions
 - 4.7.14 Arbitrage
 - 4.7.15 Assistance et représentation des parties
 - 4.7.15.1 Barreau
 - 4.7.15.1.1 Organisation
 - 4.7.15.1.2 Compétences des organes
 - 4.7.15.1.3 Rôle des avocats
 - 4.7.15.1.4 Statut des avocats
 - 4.7.15.1.5 Discipline
 - 4.7.15.2 Assistance extérieure au barreau
 - 4.7.15.2.1 Conseillers juridiques
 - 4.7.15.2.2 Organismes d'assistance juridique
 - 4.7.16 Responsabilité
 - 4.7.16.1 Responsabilité de l'État
 - 4.7.16.2 Responsabilité des magistrats
- 4.8 Fédéralisme, régionalisme et autonomie locale
- 4.8.1 Entités fédérées⁸⁰
 - 4.8.2 Régions et provinces
 - 4.8.3 Municipalités⁸¹
 - 4.8.4 Principes de base
 - 4.8.4.1 Autonomie
 - 4.8.4.2 Subsidiarité
 - 4.8.5 Fixation des limites territoriales
 - 4.8.6 Aspects institutionnels
 - 4.8.6.1 Assemblées délibérantes
 - 4.8.6.1.1 Statut des membres

⁷⁷ Quelle que soit la branche du pouvoir étatique à laquelle appartient le ministère public.

⁷⁸ Haut Conseil de la Justice, *Judicial Service Commission*, etc.

⁷⁹ Cela comprend la Cour des Comptes en tant qu'elle exerce une fonction juridictionnelle.

⁸⁰ Voir aussi 3.6.

⁸¹ Y compris d'autres unités d'autonomie locale.

- 4.8.6.2 Exécutif
- 4.8.6.3 Juridictions
- 4.8.7 Aspects budgétaires et financiers
 - 4.8.7.1 Financement
 - 4.8.7.2 Mécanismes de distribution des ressources financières de l'État
 - 4.8.7.3 Budget
 - 4.8.7.4 Mécanismes de solidarité
- 4.8.8 Répartition des compétences
 - 4.8.8.1 Principes et méthodes
 - 4.8.8.2 Mise en œuvre
 - 4.8.8.2.1 Répartition *ratione materiae*
 - 4.8.8.2.2 Répartition *ratione loci*
 - 4.8.8.2.3 Répartition *ratione temporis*
 - 4.8.8.2.4 Répartition *ratione personae*
 - 4.8.8.3 Contrôle
 - 4.8.8.4 Coopération
 - 4.8.8.5 Relations internationales
 - 4.8.8.5.1 Conclusion des traités
 - 4.8.8.5.2 Participation aux organisations internationales ou à leurs organes
- 4.9 Élections et instruments de démocratie directe⁸²
 - 4.9.1 **Organe compétent pour l'organisation et le contrôle du vote** ~~Commission électorale~~⁸³
 - 4.9.2 Référendums et autres instruments de démocratie directe
 - 4.9.2.1 Admissibilité⁸⁴
 - 4.9.2.2 Effets**
 - 4.9.3 Mode de scrutin⁸⁵
 - 4.9.3.1 Modalités du vote**
 - 4.9.4 Circonscriptions électorales
 - 4.9.5 ~~Éligibilité~~⁸⁶ **[devrait toujours être indexé sous 5.3.41.2]**
 - 4.9.6 Représentation de minorités
 - 4.9.7 Opérations préliminaires
 - 4.9.7.1 Listes électorales
 - 4.9.7.2 ~~Cartes d'électeur~~ **[trop détaillé]**
 - 4.9.7.3 Enregistrement des partis et des candidats⁸⁷
 - 4.9.7.4 Bulletin de vote⁸⁸
 - 4.9.8 Propagande et campagne électorale⁸⁹
 - 4.9.8.1 Financement de la campagne
 - 4.9.8.2 Dépenses électorales
 - 4.9.8.3 ~~Protection des sigles~~ **[trop détaillé]**
 - 4.9.9 Opérations de vote
 - 4.9.9.1 Bureaux de vote
 - 4.9.9.2 Isoloirs
 - 4.9.9.3 Déroulement du scrutin⁹⁰
 - 4.9.9.4 Contrôle de l'identité des électeurs
 - 4.9.9.5 Modalité d'enregistrement des votants⁹¹

⁸² Voir aussi mots-clés 5.3.41 et 5.2.1.4.

⁸³ Organes de contrôle et de supervision.

⁸⁴ Pour des questions de compétences, voir mot-clé 1.3.4.6.

⁸⁵ Proportionnel, majoritaire, préférentiel, uninominal, etc.

⁸⁶ Pour les questions relevant de droits fondamentaux, voir 5.3.41.2.

⁸⁷ Pour la création des partis, voir 4.5.10.1.

⁸⁸ Par exemple, noms des partis, ordre de présentation, sigle, emblème ou question dans un référendum.

⁸⁹ Tracts, lettres, presse, radio-télévision, affiches, investitures, etc.

⁹⁰ Impartialité des autorités électorales, incidents, troubles à l'ordre public.

⁹¹ Emargements, tamponnages, etc.

- 4.9.9.6 Expression du suffrage⁹²
- 4.9.10** Seuil minimum de participation
- 4.9.11** **Activités après le vote [ajouter note de bas de page : pour les recours à l'encontre du droit électoral, voir 5.3.4.1]**
- ~~4.9.9.7 Modalités du vote⁹³~~
- 4.9.11.1** Dépouillement
- 4.9.11.2** Procès-verbaux
- ~~4.9.9.8 Seuil minimum de participation~~
- 4.9.11.3** Annonce des résultats

- 4.10 Finances publiques
 - 4.10.1 Principes
 - 4.10.2 Budget
 - 4.10.3 Comptes
 - 4.10.4 Monnaie
 - 4.10.5 Banque centrale
 - 4.10.6 Institutions de contrôle⁹⁴
 - 4.10.7 Fiscalité
 - 4.10.7.1 Principes
 - 4.10.8 Biens de l'État
 - 4.10.8.1 Privatisation

- 4.11 Forces armées, forces de l'ordre et services de renseignement
 - 4.11.1 Armée
 - 4.11.2 Forces de police
 - 4.11.3 Services de renseignement

- 4.12 Médiateur⁹⁵
 - 4.12.1 Nomination
 - 4.12.2 Garanties d'indépendance
 - 4.12.2.1 Durée du mandat
 - 4.12.2.2 Incompatibilités
 - 4.12.2.3 Immunités
 - 4.12.2.4 Indépendance financière
 - 4.12.3 Compétences
 - 4.12.4 Organisation
 - 4.12.5 Relations avec le chef de l'État
 - 4.12.6 Relations avec les organes législatifs
 - 4.12.7 Relations avec les organes exécutifs
 - 4.12.8 Relations avec les institutions de contrôle financier⁹⁶
 - 4.12.9 Relations avec les organes juridictionnels
 - 4.12.10 Relations avec les autorités fédérées ou régionalisées

- 4.13 Autorités administratives indépendantes⁹⁷
- 4.14 Activités et missions assignées à l'État par la Constitution⁹⁸
- 4.15 Exercice de fonctions publiques par des organisations privées

⁹² Par exemple, en personne, par procuration, par correspondance, par voie électronique.

~~⁹³ Par exemple, panachage, vote nominatif, tête de liste, vote blanc.~~

⁹⁴ Par exemple, la Cour des Comptes.

⁹⁵ *Ombudsman*, commissaire parlementaire, défenseur du peuple, commission des droits de l'homme, etc.

⁹⁶ Par exemple, la Cour des Comptes.

⁹⁷ Octroi des compétences administratives à des personnes morales de droit public situées en dehors de la hiérarchie administrative traditionnelle. Voir aussi 4.6.8.

⁹⁸ *Staatszielbestimmungen*.

- 4.16 Relations internationales
 - 4.16.1 Transfert de compétences aux institutions internationales
- 4.17 Union européenne
 - 4.17.1 Structure institutionnelle
 - 4.17.1.1 Parlement européen
 - 4.17.1.2 Conseil
 - 4.17.1.3 Commission
 - 4.17.1.4 Cour de justice des Communautés européennes⁹⁹
 - 4.17.2 Répartition des compétences entre la Communauté et les États membres
 - 4.17.3 Répartition des compétences entre les institutions de la Communauté
 - 4.17.4 Procédure normative
- 4.18 État d'urgence et pouvoirs d'urgence¹⁰⁰

5 DROITS FONDAMENTAUX¹⁰¹

- 5.1 Problématique générale
 - 5.1.1 Bénéficiaires ou titulaires des droits
 - 5.1.1.1 Nationaux
 - 5.1.1.1.1 Nationaux domiciliés à l'étranger
 - 5.1.1.2 Citoyens de l'Union européenne et assimilés
 - 5.1.1.3 Étrangers
 - 5.1.1.3.1 Réfugiés et demandeurs d'asile
 - 5.1.1.4 Personnes physiques
 - 5.1.1.4.1 Mineurs¹⁰²
 - 5.1.1.4.2 Incapables
 - 5.1.1.4.3 Détenus
 - 5.1.1.4.4 Militaires
 - 5.1.1.5 Personnes morales
 - 5.1.1.5.1 Personnes morales de droit privé
 - 5.1.1.5.2 Personnes morales de droit public
 - 5.1.2 Effets horizontaux
 - 5.1.3 Obligation positive de l'Etat
 - 5.1.4 Limites et restrictions¹⁰³
 - 5.1.4.1 Droits non-limitables
 - 5.1.4.2 Clause de limitation générale/spéciale
 - 5.1.4.3 Contrôle *a posteriori* de la limitation
 - 5.1.5 Situations d'exception¹⁰⁴
- 5.2 Égalité
 - 5.2.1 Champ d'application
 - 5.2.1.1 Charges publiques¹⁰⁵
 - 5.2.1.2 Emploi
 - 5.2.1.2.1 Droit privé
 - 5.2.1.2.2 Droit public
 - 5.2.1.3 Sécurité sociale
 - 5.2.1.4 Élections **[ajouter note de bas de page : Suffrage universel et équitable]**

⁹⁹ Uniquement les aspects institutionnels: les questions de procédure, juridiction, composition, etc., sont traitées dans le chapitre 1.

¹⁰⁰ État de guerre, loi martiale, catastrophe naturelle etc.; pour les questions de droits de l'homme, voir aussi le mot-clé 5.1.4.1.

¹⁰¹ Aspects positifs et négatifs.

¹⁰² Pour les droits de l'enfant, voir 5.3.44

¹⁰³ Les critères de limitation aux droits de l'homme (légalité, but légitimé/intérêt général et proportionnalité) sont indexés au chapitre 3.

¹⁰⁴ Comprend les questions de la suspension des droits. Voir aussi 4.18.

¹⁰⁵ Impôts et autres devoirs vis-à-vis de l'État.

- 5.2.2 Critères de différenciation
 - 5.2.2.1 Sexe
 - 5.2.2.2 Race
 - 5.2.2.3 Origine ethnique
 - 5.2.2.4 Citoyenneté ou nationalité¹⁰⁶
 - 5.2.2.5 Origine sociale
 - 5.2.2.6 Religion
 - 5.2.2.7 Age
 - 5.2.2.8 Handicap physique ou mental
 - 5.2.2.9 Opinions ou appartenance politiques
 - 5.2.2.10 Langue
 - 5.2.2.11 Orientation sexuelle
 - 5.2.2.12 État civil¹⁰⁷
 - 5.2.2.13 Différenciation *ratione temporis*
- 5.2.3 Discrimination positive
- 5.3 Droits civils et politiques
 - 5.3.1 Droit à la dignité
 - 5.3.2 Droit à la vie
 - 5.3.3 Interdictions de la torture et des traitements inhumains et dégradants
 - 5.3.4 Droit à l'intégrité physique et psychique
 - 5.3.4.1 Traitements et expériences scientifiques et médicaux
 - 5.3.5 Liberté individuelle¹⁰⁸
 - 5.3.5.1 Privation de liberté
 - 5.3.5.1.1 Arrestation¹⁰⁹
 - 5.3.5.1.2 Mesures non pénales
 - 5.3.5.1.3 Détention provisoire
 - 5.3.5.1.4 Mise en liberté conditionnelle
 - 5.3.5.2 Interdiction du travail forcé ou obligatoire
 - 5.3.6 Liberté de mouvement¹¹⁰
 - 5.3.7 Droit à l'émigration
 - 5.3.8 Droit à la citoyenneté ou à la nationalité
 - 5.3.9 Droit de séjour¹¹¹
 - 5.3.10 Liberté du domicile et de l'établissement
 - 5.3.11 Droit d'asile
 - 5.3.12 Droit à la sécurité
 - 5.3.13 Garanties de procédure, droits de la défense et procès équitable
 - 5.3.13.1 Champ d'application
 - 5.3.13.1.1 Procédure constitutionnelle
 - 5.3.13.1.2 Procédure civile
 - 5.3.13.1.3 Procédure pénale
 - 5.3.13.1.4 Procédure administrative contentieuse
 - 5.3.13.1.5 Procédure administrative non contentieuse
 - 5.3.13.2 Recours effectif

¹⁰⁶ Selon la Convention européenne sur la nationalité de 1997, STE n° 166 : « 'nationalité' désigne le lien juridique entre une personne et un Etat et n'indique pas l'origine ethnique de la personne » (article 2) et « en ce qui concerne les effets de la Convention, les termes 'nationalité' et 'citoyenneté' sont synonymes » (paragraphe 23, Rapport explicatif).

¹⁰⁷ Par exemple, discrimination entre personnes célibataires et personnes mariées.

¹⁰⁸ Ce mot-clé vise aussi la «liberté personnelle» Il devrait comprendre, par exemple, les contrôles d'identité, les fouilles corporelles, l'arrestation administrative.

¹⁰⁹ Garde à vue, mesures policières.

¹¹⁰ Comprend les questions liées à l'octroi d'un passeport ou d'autres documents de voyage.

¹¹¹ Peut comprendre des questions de déportation et d'extradition.

- 5.3.13.3 Accès aux tribunaux¹¹²
 - 5.3.13.3.1 *Habeas corpus*
- 5.3.13.4 Double degré de juridiction¹¹³
- 5.3.13.5 Effet suspensif du recours
- 5.3.13.6 Droit d'être entendu
- 5.3.13.7 Droit de participer à la procédure¹¹⁴
- 5.3.13.8 Droit à la consultation du dossier
- 5.3.13.9 Publicité des débats
- 5.3.13.10 Participation de jurés
- 5.3.13.11 Publicité des jugements
- 5.3.13.12 Droit à la notification de la décision
- 5.3.13.13 Délai raisonnable
- 5.3.13.14 Indépendance¹¹⁵
- 5.3.13.15 Impartialité
- 5.3.13.16 Interdiction de la *reformatio in pejus*
- 5.3.13.17 Légalité des preuves
- 5.3.13.18 Motivation
- 5.3.13.19 Égalité des armes
- 5.3.13.20 Principe du contradictoire
- 5.3.13.21 Langues
- 5.3.13.22 Présomption d'innocence
- 5.3.13.23 Droit de garder le silence
 - 5.3.13.23.1 Droit de ne pas s'incriminer soi-même
 - 5.3.13.23.2 Droit de ne pas incriminer son conjoint/les parents proches
- 5.3.13.24 Droit d'être informé des raisons de la détention
- 5.3.13.25 Droit d'être informé de l'accusation
- 5.3.13.26 Droit de disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de l'affaire
- 5.3.13.27 Droit à l'assistance d'un avocat
 - 5.3.13.27.1 Droit à la couverture des frais de l'assistance judiciaire
- 5.3.13.28 Droit d'interroger les témoins
- 5.3.14 *Ne bis in idem*
- 5.3.15 Droits des victimes d'infractions pénales
- 5.3.16 Principe de l'application de la loi la plus favorable
- 5.3.17 Droit à la réparation des dommages causés par la puissance publique
- 5.3.18 Liberté de conscience¹¹⁶
- 5.3.19 Liberté d'opinion
- 5.3.20 Liberté des cultes
- 5.3.21 Liberté d'expression¹¹⁷
- 5.3.22 Liberté de la presse écrite
- 5.3.23 Droits relatifs aux médias audiovisuels et aux autres modes de communication de masse
- 5.3.24 Droit à l'information
- 5.3.25 Droit à la transparence administrative
 - 5.3.25.1 Droit d'accès aux documents administratifs
- 5.3.26 Service national¹¹⁸
- 5.3.27 Liberté d'association
- 5.3.28 Liberté de réunion

¹¹² Inclut le droit au juge prévu par la loi; pour les questions relatives à l'établissement de juridictions d'exception, voir aussi le mot-clé 4.7.12.

¹¹³ Ce mot-clé vise le droit à un recours juridictionnel.

¹¹⁴ Comprend le droit de participer à l'audience.

¹¹⁵ Y compris la récusation du juge.

¹¹⁶ Ce mot-clé comprend notamment la liberté religieuse, essentiellement en ses aspects individuels. Ses expressions collectives sont appréhendées sous le mot-clé «Liberté des cultes».

¹¹⁷ Ce mot-clé comprend aussi le droit de communiquer librement une information.

¹¹⁸ Milice, objection de conscience, etc.

- 5.3.29 Droit de participer à la vie publique
 - 5.3.29.1 Droit aux activités politiques
 - 5.3.30 Droit de résistance
 - 5.3.31 Droit à l'honneur et à la réputation
 - 5.3.32 Droit à la vie privée
 - 5.3.32.1 Protection des données à caractère personnel
 - 5.3.33 Droit à la vie familiale¹¹⁹
 - 5.3.33.1 Filiation
 - 5.3.33.2 Succession
 - 5.3.34 Droit au mariage
 - 5.3.35 Inviolabilité du domicile
 - 5.3.36 Inviolabilité des communications
 - 5.3.36.1 Correspondance
 - 5.3.36.2 Communications téléphoniques
 - 5.3.36.3 Communications électroniques
 - 5.3.37 Droit de pétition
 - 5.3.38 Non rétroactivité de la loi
 - 5.3.38.1 Loi pénale
 - 5.3.38.2 Loi civile
 - 5.3.38.3 Droit social
 - 5.3.38.4 Loi fiscale
 - 5.3.39 Droit de propriété¹²⁰
 - 5.3.39.1 Expropriation
 - 5.3.39.2 Nationalisation
 - 5.3.39.3 Autres limitations
 - 5.3.39.4 Privatisation
 - 5.3.40 Liberté de l'emploi des langues
 - 5.3.41 Droits électoraux
 - 5.3.41.1 Droit de vote
 - 5.3.41.2 Droit d'être candidat¹²¹
 - 5.3.41.3 Liberté de vote
 - 5.3.41.3.1 Liberté de l'électorat de se forger une opinion**
 - 5.3.41.3.2 Liberté de l'électorat d'exprimer son opinion**
 - 5.3.41.4 Scrutin secret
 - 5.3.41.5 Suffrage direct**
 - 5.3.41.6 Fréquence et régularité des élections**
 - 5.3.42 Droits en matière fiscale
 - 5.3.43 Droit au libre épanouissement de la personnalité
 - 5.3.44 Droits de l'enfant
 - 5.3.45 Protection des minorités ou des personnes appartenant à des minorités
- 5.4 Droits économiques, sociaux et culturels
- 5.4.1 Liberté de l'enseignement
 - 5.4.2 Droit à l'enseignement
 - 5.4.3 Droit au travail
 - 5.4.4 Liberté de choix de la profession¹²²
 - 5.4.5 Liberté d'exercice d'une activité lucrative
 - 5.4.6 Liberté du commerce et de l'industrie
 - 5.4.7 Protection des consommateurs

¹¹⁹ Les aspects de l'usage du nom sont traités soit ici, soit sous «Droit à la vie privée».

¹²⁰ Y compris les questions de réparation.

¹²¹ ~~Pour les aspects institutionnels voir 4.9.5.~~

¹²² Ce mot-clé vise aussi la «liberté du travail».

- 5.4.8 Liberté contractuelle
 - 5.4.9 Droit d'accès aux fonctions publiques
 - 5.4.10 Droit de grève
 - 5.4.11 Liberté syndicale¹²³
 - 5.4.12 Droit à la propriété intellectuelle
 - 5.4.13 Droit au logement
 - 5.4.14 Droit à la sécurité sociale
 - 5.4.15 Droit aux allocations de chômage
 - 5.4.16 Droit à la retraite
 - 5.4.17 Droit à des conditions de travail justes et convenables
 - 5.4.18 Droit à un niveau de vie suffisant
 - 5.4.19 Droit à la santé
 - 5.4.20 Droit à la culture
 - 5.4.21 Liberté scientifique
 - 5.4.22 Liberté artistique
- 5.5 Droits collectifs
- 5.5.1 Droit à l'environnement
 - 5.5.2 Droit au développement
 - 5.5.3 Droit à la paix
 - 5.5.4 Droit à l'autodétermination
 - 5.5.5 Droits des peuples autochtones, droits ancestraux

¹²³ Comprend les droits des particuliers relatifs aux syndicats, les droits des syndicats et le droit de conclure des accords collectifs en matière de travail.